

Morale politique...

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 25 novembre 1934

Le ministre des Traditions s'amuse avec les règlements et les lois : il exempté des frais de scolarité des gens qui ne devraient pas en être exemptés, et impose ces frais à des gens à qui ils ne devraient pas être imposés. Les premiers sont des riches, propriétaires de vastes terres qui leur rapportent de grandes richesses, ou des fonctionnaires touchant des traitements considérables, atteignant mille livres ou davantage — et pourtant leurs fils sont instruits aux frais de l'État, parce qu'ils sont fils de riches, ou fils de hauts fonctionnaires, et parce que le ministre a quelque intérêt à satisfaire leurs pères, ou à se rapprocher d'eux. Les seconds sont des gens dans la gêne, que la pauvreté accable et que la misère étreint durement, et devant qui toutes les voies de la vie se sont refermées, si bien qu'ils ne trouvent rien à dépenser — et pourtant le ministre les met en demeure de choisir entre une instruction dont il faut payer les frais, et l'ignorance, parce qu'ils sont pauvres et ne peuvent invoquer la fortune, ni s'appuyer sur une charge, ni s'enorgueillir d'un rang.

Et tout cela se produit sous une ère que l'on disait constitutionnelle, fondée sur le respect de la loi et de la Constitution. Et tout cela se produit sous un ministre que l'on disait d'une culture des plus hautes — si cultivé, en vérité, qu'il avait composé un ouvrage sur la vente —, que l'on appelait le président suprême de l'Université, que l'on présentait comme le plus haut modèle d'intégrité et de morale pour les instruits comme pour les enseignants.

Et rien de tout cela ne se produit par le seul fait du ministre ; des fonctionnaires l'y aident, les uns haut placés, les autres subalternes, et tous sont tenus par la justice, tenus par la conscience, tenus par le devoir national, d'être intègres et équitables, purs de la main, du cœur et de la langue, et de ne pas voler l'argent des pauvres pour le donner aux fils des riches. Si tout cela se produisait — si l'argent des pauvres nécessaires était volé, et donné aux riches repus, et que ce vol fût supervisé par un groupe d'hommes instruits, que l'État avait faits gardiens de ses règlements, dépositaires de ses lois, gardes de ses fonds ; si ce vol se produisait, et que ces hommes instruits le supervisassent en toute connaissance, satisfaits de la chose et confiants en elle — alors vint le nouveau ministre de l'Instruction publique, voulant rendre le droit à ses

ayants droit, voulant faire justice au pauvre nécessiteux contre l'agression du riche repu, et l'on dit de lui qu'il manquait de complaisance, que la complaisance s'imposait à lui, et qu'il ne devait rien en résulter — car il ne convenait pas à Naguib al-Hilali de mettre dans l'embarras la position de Helmi Issa.

Tout ceci témoigne d'une grave corruption de la morale politique — une corruption qui invite à jouer avec le droit, à mépriser le péché, à préférer le riche qui n'a pas besoin au pauvre qui a besoin, à détourner l'argent de l'État pour le dépenser à contre-emploi, et à imposer de force l'ignorance aux pauvres ; puis une corruption qui invite à se satisfaire de tout cela, à persévérer dans tout cela, et à en faire un exemple ; puis une corruption qui invite à blâmer ceux qui aiment à être justes, à réprimander ceux qui veulent être équitables, à préférer les personnes au droit et à la justice, et à lier les ministres pour qu'ils couvrent les pécheurs, au nom de la complaisance et de la satisfaction de l'affection et du caprice. Le ministre de l'Instruction publique a bien fait, lorsqu'il a dit au correspondant d'un journal qu'il ne pouvait composer avec sa propre conscience — car la conscience humaine n'est pas chose que l'on prenne et donne, que l'on achète et vende, ou que l'affection et la complaisance puissent infléchir. Je me demande donc si le ministre des Traditions s'en satisfait — je me demande même si le ministre des Traditions comprend seulement ce sens, s'il en mesure la sagesse, et s'il sait que la conscience des ministres, plus que toute autre, doit se tenir au-dessus de tout — même au-dessus de la complaisance ?

* * *

Or un groupe de fonctionnaires des instituts religieux voient la grève des étudiants azharites, et savent que la poursuite de cette grève contredit l'intérêt général, nuit à ce que la nation souhaite dans l'accomplissement de ses espoirs de vraie liberté politique, et contredit ce en quoi les hommes de science devraient prêter leur concours — à savoir se ranger du côté du calme et de l'ordre, afin que les affaires suivent leur cours, et que le Ministère puisse s'atteler à la réforme. Ils savent que le Ministère n'approuve pas la poursuite de cette grève, ni ne la souhaite aux étudiants ; et ils savent que les fonctionnaires n'ont pas été placés à leurs postes pour inciter à la grève, ou l'encourager, ou monter les gens contre le Ministère, ou pousser les gens à enfreindre le système. Et pourtant les journaux nous apprennent que ces fonctionnaires allaient et venaient parmi les Azharites, les tentant de faire grève, la leur rendant attrayante, les y poussant, les y exhortant —

et peut-être certains d'entre eux agitaient-ils devant eux tout un éventail d'incitations et de menaces. Ces fonctionnaires, dont Al-Ahram a parlé ce matin, sont atteints de la corruption de la morale politique ; ils n'apprécient ni leur devoir ni leur propre valeur, mais sont des gens qui ont renoncé à leur volonté, et fait de leur conscience une marchandise, des plus sensibles à qui paie, des plus empressés envers qui donne, des plus généreux en espoirs et en promesses. Et ces fonctionnaires travaillent dans les instituts religieux, où devraient régner une pureté totale et une entière propreté, où la morale devrait s'élever au-dessus de toute bassesse, où l'on devrait rechercher les plus hauts modèles pour la conduite des individus comme des communautés. Et le mal ne s'arrête pas à ces fonctionnaires — leur cas est chose légère, car ils sont faibles — mais il s'étend au-delà d'eux, jusqu'aux maîtres qui ont manqué de courage pour se montrer, et de hardiesse pour paraître, et qui ont œuvré cependant depuis derrière un rideau, faisant de ces faibles des instruments de corruption.

Et le Grand Ustadh, Cheikh de la mosquée d'al-Azhar, sait fort bien que la totalité d'al-Azhar s'accorde à se détourner de lui et à ne plus faire cas de lui, et s'indigne de le voir à la tête de ces instituts religieux — car les savants et les étudiants relèvent contre lui et sa politique des faits qu'ils réprouvent, que réprouvent avec eux tous les hommes, et que réprouve avec eux la religion elle-même. Et il sait, par-delà tout cela, qu'il a soutenu le régime odieux, qu'il a aidé à établir le système aujourd'hui disparu, et qu'il a pris part à certains de ses péchés ; et il sait, par-delà cela encore, qu'il a chargé sa propre conscience, et chargé al-Azhar avec elle, d'un poids bien lourd, lorsqu'il a révoqué ces savants, au nombre de plus de soixante-dix, et qu'il les a révoqués sans enquête ni instruction, sans recherche d'aucun profit, sans souci de justice, et sans crainte du courroux de Dieu. Et il sait, par-delà tout cela, que son maintien à son poste contredit entièrement l'esprit de l'ère nouvelle, et qu'il ne pourra s'y maintenir, et qu'il en sortira demain ou après-demain — la nature des choses le veut ainsi, et la nature de la réforme l'impose par force. Mais malgré tout cela, il ne démissionne pas, et ne montre aucune disposition à démissionner — soit qu'il ne ressente rien de tout cela et ne sache l'apprécier, soit qu'il n'en ait cure et ne veuille sortir que sur ordre de sortir. D'aucuns disent autre chose encore, et prétendent que le Cheikh demeure là où il ne devrait pas demeurer, parce qu'il existe un plan tracé qu'il faut exécuter, et que le maintien du Cheikh fait partie de ce plan. Quoi qu'il en soit, la morale politique du Cheikh a grand besoin de droiture et de mesure ; il ne lui sied pas de demeurer alors qu'il sait son

maintien impossible, ni de laisser les gens dire librement de lui ce qu'ils en disent, ni de permettre que sa position soit si étrange et singulière que les hommes s'égarent en mille interprétations à son sujet, et conçoivent de lui toutes sortes de soupçons. Les chefs de la religion doivent être des modèles de dignité, de renoncement, et d'élévation au-dessus du soupçon et du mauvais jugement — mais le Cheikh ne s'est pas élevé au-dessus de l'injustice, et il n'y a donc là nul mal à ce qu'il en soit là où il en est.

Et de tels manquements, que nous avons recensés au ministère de l'Instruction publique, dans l'administration des instituts, et dans le cheikhat d'al-Azhar, sont innombrables, et se répandent dans tous les services, tous les ministères et tous les bureaux ; vous ne trouverez aucun service dépourvu d'un homme qui corrompt tout en sachant qu'il corrompt, ou d'un homme qui a accepté d'être détourné à des fins que les fonctionnaires ne devraient jamais servir, ou d'un homme qui sait fort bien que son maintien à son poste est indésirable, et que s'il est toléré aujourd'hui, il ne le sera plus demain — et qui pourtant ne sort ni ne songe à sortir. Aucun service ne sera exempt de telles gens, car le régime odieux a répandu la corruption de la morale politique dans chaque milieu, chaque service et chaque bureau. Combien pressant, donc, est le besoin du Ministère actuel de fermeté et de résolution ; combien pressant est son besoin de ne pas se contenter d'une intégrité tranquille et complaisante, et de s'élever au-dessus des accommodements de conscience ; et combien pressant est son besoin de s'atteler à la réforme en tranchant les causes de la corruption, et en coupant jusqu'à la dernière racine des corrupteurs.